



## « Et si le ministère se chargeait (vraiment) de l'éducation nationale ? »

Aucun autre ministère n'a autant changé d'intitulé au cours du temps que celui de l'éducation nationale, sans pour autant interroger la mission de l'école, estime, dans une tribune au « Monde », Roger-François Gauthier, spécialiste de l'éducation comparée. Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Tribune. L'intitulé du ministère situé au 110, rue de Grenelle a évolué dans l'histoire : son cœur de cible fut variable, puisqu'il s'appela « instruction publique » puis « éducation nationale » (avec un retour à l'instruction publique sous Vichy, et un retrait temporaire de l'adjectif « national » sous la présidence de Giscard d'Estaing). Il connut aussi des extensions étonnantes : qu'il se soit agi des « affaires ecclésiastiques », de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la technologie, de l'enseignement professionnel, de la culture ou de la jeunesse et des sports. Aucun autre ministère n'a eu autant la bougeotte, sur des questions aussi profondes. Étonnant flou sur des finalités et un périmètre...

Au moment même où il apparaît que, dans le débat public en cours, les questions d'éducation ont une place modeste (mais peut-être un peu plus nourrie que lors d'échéances similaires du passé récent), on voit ressurgir la vieille opposition instruction-éducation : si ce n'est pas une surprise, prenons-le comme une invite à une réflexion plus large !

Ce n'est pas une surprise, en effet : il y a toujours eu une opposition entre ceux qui prétendent que l'enseignement doit viser seulement une « instruction » des élèves, dans des savoirs consacrés, réservant tout le reste, appelé « éducation », aux familles ou aux organisations extérieures à l'école, dans toute leur diversité, et ceux qui lui attribuent une mission plus large.

Lire l'entretien :

« Pour Jules Ferry, déjà, l'école ne pouvait se limiter au “lire, écrire, compter” »

Que d'autres, depuis toujours, insistent sur l'importance « éducative » de l'école, dans le cadre d'un projet plus ambitieux, est aussi classique. On observe toutefois moins souvent ce paradoxe que ceux qui plaident pour la seule instruction, voire l'apprentissage de ce qu'ils appellent des « fondamentaux », comme le « lire-écrire-compter » de l'actuel ministre, Jean-Michel Blanquer, plaident aussi fortement pour l'apprentissage des valeurs républicaines, et ajoutent même à ces fondamentaux le « respect d'autrui », comme l'a fait M. Blanquer – ce qui est bien du domaine du comportement.

« C'est une question d'éducation »

On peut se rassurer, sur le plan de la logique, quand les mêmes « instructionnistes » envisagent l'abandon de l'« enseignement moral et civique », legs des années Peillon, qui a bien une visée éducative, au profit d'une « instruction civique ». Mais sur le plan de la visée ? Veut-on vraiment, une fois empochées quelques voix, qu'on retourne à cet enseignement de jadis, qui connut un tel échec ?

Allons plus loin : si nous entendons régulièrement le retour en faveur de l'« instruction » (au point qu'un candidat plaide pour que cela redevienne l'intitulé du ministère), ne faut-il pas alors rappeler que la plupart des débats de société, aussi bien sur l'écologie et le réchauffement climatique que sur la sécurité, sur la justice ou le vivre-ensemble, se concluent très souvent, sinon en accusant l'école, au moins avec l'affirmation à l'unisson que « c'est une question d'éducation » ?

Lire aussi

Article réservé à nos abonnés

Election présidentielle 2022 : l'éducation, mère des batailles des candidats

En effet, il faut expliquer et comprendre des phénomènes complexes ; il faut réfléchir au sens des choses et à l'usage de sa liberté. Mais alors, il faut sans doute aller plus loin pour sortir de la vieille « guéguerre » éducation-instruction : les professionnels de l'éducation savent que, depuis trente ans, on a vu l'institution (gauche et droite mêlées) prescrire, dans les programmes scolaires, différents domaines de savoirs qui ne se rattachent pas clairement à telle ou telle discipline constituée, sous le nom (qu'on pardonne un mot de jargon officiel !) d'«





éducations à » (aux médias et à l'information, à la citoyenneté, à la culture économique, à la sexualité, au patrimoine, au développement durable, etc.).

On sait aussi que l'institution éducative n'a guère pris au sérieux ces prescriptions qui émanaient pourtant d'elle, comme si elle ne comprenait pas qu'on ne pouvait pas introduire ces dimensions par la simple publication d'une note au Journal officiel, sans rien changer aux enseignements définis par des disciplines, des programmes, des horaires et des épreuves d'examens.

La question est plus profonde : la perspective d'éducation est-elle un supplément d'âme à réserver à quelques occasions, ou bien, tout au rebours, ne pourrait-on pas se demander si tout enseignement n'a pas une dimension éducative ?

Education par les savoirs et la réflexion critique

Tout enseignement scientifique est une éducation à une démarche et à un type de vérité. N'est-ce pas aussi, sinon plus, important que la mémorisation de formules de physique ? Tout travail sur un texte, tout apprentissage d'une langue, est une éducation à la compréhension en contexte de messages lointains. Plutôt que de rêver à un retour, d'ailleurs impraticable, au royaume de l'instruction, ne faudrait-il pas réfléchir au contraire à ce fait que l'école a, absolument en propre et comme mission, que personne ne lui contestera et que ses responsables futurs devraient un jour proclamer comme centrale, celle de l'éducation, par les savoirs et la réflexion critique ?

Lire la tribune :

Article réservé à nos abonnés

A l'école, « faire des Français » ou « faire des républicains » ?

Dernier point : ces demandes d'ajout aux programmes scolaires des « éducations à » ont des origines extrêmement variées et intéressent divers secteurs de la vie des personnes et de l'action de l'Etat : la justice, la santé, la police, la ville, etc. Ne faudrait-il pas se demander pourquoi l'éducation nationale est si sourde, et depuis si longtemps, à ce qu'elle ne dit pas elle-même ?

Cette perspective d'une école qui serait en phase avec les problèmes des sociétés d'aujourd'hui et en position d'aider les élèves à se repérer dans les complexités du monde impliquerait qu'elle ait l'ambition d'entendre ces sociétés. Ce qu'on enseigne à l'école doit-il continuer à être décidé dans le cabinet d'un ministre enfermé à la fois par les préférences d'un électorat et par les références sempiternelles à l'école telle qu'elle est ? Ou bien ne serait-il pas nécessaire de « réfléchir en élargissant les horizons, en inventariant les besoins d'éducation, de culture et de compétence, et surtout en s'inscrivant dans un long terme, non assujéti au calendrier politique »

